

Maurice Allais : prophète de malheur ou Nobel de l'économie à redécouvrir ?

Posté le : 5 octobre 2008 13:20 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Cycles et conjoncture, Concepts fondamentaux, Monnaies et changes, Histoire économique récente, Economie et politique

Le français Maurice Allais est notre seul prix Nobel d'économie.

Pendant des années il a bataillé contre le système de crédit et de change qui prévaut encore aujourd'hui dans le Monde.

A plusieurs reprises il a voulu démontrer qu'une crise de 1929 était imminente. Il l'a fait en 1987 puis en 1997. La fameuse crise ne s'est pas déclenchée à ce moment là mais elle vient de le faire en cette année 2008.

L'intérêt revient vers les thèses de Maurice Allais qui est désormais très âgé et ne s'exprime plus en débat public, après avoir été traité par la presse comme, disons, un original frôlant le sectaire.

Lors de la parution de son dernier livre, le Monde publiera en particulier un article méprisant contre lequel je me suis opposé sur le forum du Monde.fr.

Le problème avec les thèses de Maurice Allais c'est qu'elles remettent à ce point en cause les pratiques existantes qu'elles sont inassimilables par la société des commentateurs.

Résumons-les en quelques mots.

La monnaie devrait être pilotée par les autorités et non par les banques.

La licence donnée aux banques de créer monnaie en transformant les dépôts en crédits et les crédits en monnaie crée une instabilité chronique qui est à la source de toutes les crises économiques récentes et notamment celle de 1929. Les banques créent de la monnaie non pas pour fournir l'économie mais pour spéculer. Elles fabriquent des bulles qui sont tellement éloignées de l'économie réelle qu'elles finissent toujours par éclater. La mondialisation des marchés expliquent que les bulles soient de plus en plus grosses. L'allocation des richesses est faussée. La mauvaise monnaie se mélange à la vraie épargne.

Les changes flottants ajoutent à la confusion, car ils permettent des déficits de balance de paiement colossaux qui sont source de création de monnaie et d'ouverture de crédits dans une spirale infernale.

L'inflation en allégeant la charge de remboursement de crédits pousse à la roue. Les politiques des gouvernements en cas de crise qui consistent toujours à rendre moins coûteux pour les faux monnayeurs le refinancement de leurs erreurs aggravent tout.

Au bout d'un moment, tout l'édifice ne peut que s'effondrer. Cela s'est passé en 1929 et cela menace de se produire aujourd'hui à tout moment.

Les solutions proposées sont radicales.

Les dépôts ne doivent pas être transformés en crédits par les banques. Et voilà toute l'activité des banques de dépôts par terre !

Les déposants qui veulent investir doivent le faire dans des instruments ad hoc comportant le risque que l'on voudra. L'important c'est que les banques ne créent pas de monnaie, privilège des autorités monétaires et que les prêts des banques soient toujours d'un terme inférieur à leurs ressources. Des ressources à court terme ne doivent pas financer des engagements à long terme.

Afin que l'inflation ne crée pas de distorsions dans l'allocation des ressources, les intérêts doivent être indexés sur les prix et il faut évidemment des changes fixes pour ne pas introduire de ruptures désastreuses dans les anticipations.

Ce système est parfaitement cohérent et rigoureux. Seule l'épargne finance l'économie. L'épargne liquide est protégée. Le revenu du prêteur est protégé de l'inflation. C'est lui qui choisit ses risques en acceptant tel ou tel placement. L'allocation des ressources est optimisée. Elle va nécessairement aux besoins réels et la spéculation devient quasiment impossible.

Ce discours sera totalement rejeté. La raison en est simple : toute la banque est une industrie de la « transformation » qui permet aux bas de laine d'aller dans l'économie.

Certes des prêts longs sont financés par des dépôts courts, mais sauf panique, ces dépôts sont en fait une ressource longue. Les tenants du système, c'est-à-dire le monde entier, considère que cet aspect n'est même plus à discuter sauf à retourner à l'âge des cavernes.

Le même raisonnement est fait pour les changes flottants : les attaques concertées contre une monnaie sont des opérations toujours gagnantes et le marché sait mieux que les Etats les cours à pratiquer. C'est la théorie de Milton Friedman.

Tous les économistes modernes ont une peur bleue de s'attaquer à Milton Friedman et de passer pour un vieux schnock qui n'a rien compris.

En un mot Maurice Allais s'attaque à plusieurs piliers incontestés de la société moderne et dont la disparition est jugée quasi unanimement comme une aventure et probablement une voie vers la stagnation.

La réaction commune est : d'accord les piliers en questions sont un peu mouvants et potentiellement dangereux mais les politiques prudentielles mises en œuvre par les banques elles mêmes et par les Etats suffisent à conjurer les risques les plus grands. Certes il y aura des crises bancaires, ou monétaires mais elles n'auront pas de conséquences graves à long terme. Utiliser la voiture au lieu du vélo pour un voyage est plus dangereux mais on arrive en général tout de même plus vite.

Et nous savons désormais éviter les crises de type 1929 !

On voit bien aujourd'hui que cette pensée commune est en difficulté. Jamais les déficits américains n'ont été jugulés ouvrant la porte à des créations monétaires folles. Faute d'autorités au dessus des Etats-Unis, l'impuissance est totale.

Milton Friedman n'a jamais voulu voir que les changes flottants sont en faits déstabilisants et provoquent la chute globale du système monétaire. En 35 ans les principales monnaies ont perdu 95% de leur valeur.

La régulation des flots de crédits et de la création monétaire est impossible en cas de formation de bulles. Personne ne peut refroidir le gonflement des risques. Quand on s'y risque la bulle est si grosse qu'elle explose.

On ne sait pas distinguer un prêt industriel et un prêt pour une spéculation. Dans tous les cas le prêt est fondé sur une espérance de gain plus ou moins fantaisiste.

Les politiques prudentielles ne concernent pas jusqu'ici le hors bilan qui s'est développé de façon exponentielle et les hedge funds qui travaillent hors règles et hors impôts dans des paradis fiscaux.

Le grand défaut de Maurice Allais c'est évidemment de n'avoir jamais chiffré les conséquences des mesures qu'il propose en termes de croissance et de prospérité.

Tout le monde a vu ce qui était démolé (et que tout le monde utilise). Personne n'a vu réellement ce qui était concrètement proposé.

Cet excellent esprit a alors été relégué dans une sorte de ghetto par la pensée « politiquement correcte » et cela d'autant plus qu'il s'est lancé dans une guerre contre le libre échange qui est un autre pilier du politiquement correct actuel.

D'où l'article odieux du Monde significatif de la réaction de cette pensée unique contre Maurice Allais, et sa conclusion ironique : « Nous sommes désormais avertis ! ».

Aujourd'hui le politiquement correct s'affole et dénonce « l'argent facile », « les banquiers irresponsables », « les traders fous », « les outils techniques trop sophistiqués », « le détournement de l'épargne vers la spéculation au lieu de l'industrie », « les lacunes des agences de notation » etc.

Mais personne ne s'insurge contre la généralisation du crédit à toutes les couches de population, même les plus économiquement faibles (le droit au crédit) et la montée de l'endettement global, contre la mobilisation des dépôts bancaires pour construire des pyramides de crédits et créer de la monnaie presque sans limite, contre les changes flottants et les déséquilibres majeurs de la principale économie du monde.

On ne veut pas toucher au tronc de notre arbre économique en croyant que seules les branches ont bourgeonné de façon excessive.

Alors que la faiblesse est dans le tronc lui-même, sinon les déposants n'auraient pas si peur pour leur avoir.

Que conclure ? Le Cercle des Economistes E-toile adhère à une grande partie du

raisonnement de Maurice Allais. Il faut en effet garder sous contrôle l'inflation, revenir sur les changes flottants et l'exception américaine, conserver la main sur la création monétaire.

Faut-il aller jusqu'à interdire toute « transformation » bancaire ? Nous ne le pensons pas.